



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

LES CONTRATS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

Fiche 6.1 Développer le photovoltaïque



Contrat de
Transition
Écologique

UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

L'énergie solaire photovoltaïque (PV) est une énergie électrique produite à partir du rayonnement solaire grâce à des cellules photovoltaïques intégrées à des panneaux, qui peuvent être installés sur des bâtiments ou posés sur le sol. L'électricité produite peut être utilisée sur place ou réinjectée dans le réseau de distribution électrique.

Aujourd'hui, grâce à la baisse des coûts de production des capteurs et à l'amélioration de leur performance, les installations photovoltaïques trouvent pleinement leur place dans le paysage des énergies renouvelables, que ce soit pour un usage sur place de l'électricité (autoconsommation) ou pour la revente sur le réseau de distribution. En effet, le parc photovoltaïque français représente la troisième source d'électricité renouvelable du pays, avec 10,1 GW de puissance.

La loi du 18 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a fixé l'objectif de porter la part des énergies renouvelables à 32% de la consommation finale brute d'énergie en 2030. Ainsi, la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie de 2018 a engagé la multiplication par 4 de la puissance du parc solaire photovoltaïque français d'ici 2028. La France devrait donc disposer d'environ 40 GW en 2028. Un objectif intermédiaire pour 2023 est fixé à 20,1 GW.

Pour votre territoire, cette politique a de nombreuses retombées : mise en place de projets d'EnR, fiables, modulaires et autonomes ; utilisation des délaissés ou des friches ; combinaison des projets d'énergie solaire et des projets de production agricole, de préservation de la biodiversité. Ces projets contribuent également au budget des collectivités grâce notamment à l'IFER.

QUEL PLAN D'ACTIONS POUR VOTRE TERRITOIRE ?

■ 1^{re} étape : créer une société d'économie mixte

La création d'une société d'économie mixte (SEM) de production d'énergies renouvelables est souvent le moyen de mise en œuvre retenu par les collectivités, lorsqu'elles ont des projets de développement des énergies. Cette forme de partenariat-actionariat public-privé permet à une collectivité, tout en étant actionnaire majoritaire, d'externaliser une part du risque, grâce à l'apport financier du privé, et de bénéficier des compétences de son ou ses partenaires.

■ 2^e étape : établir un état des lieux des besoins et un diagnostic technique

Il est nécessaire de réaliser une évaluation des contraintes du site (toiture, ombrière de parking, parc au sol), ainsi qu'une estimation de la puissance et du taux d'autoconsommation relatifs si cette option est choisie. Le diagnostic technique réalisé permettra de choisir le matériel adéquat. Les projets photovoltaïques font l'objet d'un soutien public, que vous choisissiez de consommer une partie de l'électricité ou que vous décidiez de tout revendre sur le réseau. Le diagnostic technique permettra d'identifier le soutien public qui vous concerne.

■ 3^e étape : respecter les règles de conception et de mise en œuvre

Les procédés photovoltaïques n'entrent pas dans le champ d'application des normes appliquées aux procédés de construction traditionnels. Afin de pouvoir être assurés sans surcoût, les installations photovoltaïques sur bâtiment doivent bénéficier d'une évaluation technique ayant démontré son aptitude à l'emploi dans des conditions de

pose bien définies. Cette évaluation technique est au nom de l'entreprise qui commercialise le procédé d'intégration. Si vous souhaitez vendre toute ou partie de l'électricité obtenue et bénéficier de l'obligation d'achat, il est impératif de recourir à un installateur qualifié ou certifié.

■ 4^e étape : respecter les démarches administratives

Les éventuelles contraintes urbanistiques du site photovoltaïque et des réglementations locales telles que le PLU, ou le PLUi, doivent être connues. Par ailleurs, il est nécessaire d'obtenir le document d'urbanisme exigé par le gestionnaire du réseau pour la complétude de la demande de raccordement. De manière générale, le délai d'instruction de la mairie est de 1 mois pour une simple déclaration préalable.

■ 5^e étape : réaliser les démarches de raccordement

Une demande de raccordement doit être réalisée auprès d'Enedis, le tarif étant fixé. L'option choisie au départ (vente totale ou vente du surplus) ne pourra plus être modifiée après la mise en service. Le producteur a 3 mois pour accepter l'offre de raccordement. Il est important de préciser que les démarches diffèrent à partir d'une puissance d'installation supérieure à 36 kVA.



Les 4 communautés de communes et d'agglomération associées au sein du CTE de la rive droite de l'estuaire de la Gironde ont mis en service 4 ombrières PV dans la commune de Jonzac début 2019. Suite au succès de l'opération, 35 nouveaux sites potentiels ont déjà été repérés. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

📞 **Emmanuel Belot**, chargé de mission de la SEM EMA
contact.semema@haute-saintonge.org 05 17 24 30 54

COMMENT FAIRE PARTICIPER LES CITOYENS ?

La participation citoyenne peut se faire par l'attribution d'une part de l'actionnariat d'un projet aux citoyens, par exemple regroupés en association ou en société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). De plus, la loi énergie-climat du 8 novembre 2019 a introduit la notion de communauté d'énergies renouvelables, une « entité juridique contrôlée par des actionnaires ou des membres, se trouvant à proximité des projets d'énergie renouvelable auxquels elle a souscrit et qu'elle a élaborés ».



Dans le cadre du CTE du Grand-Orly Seine Bièvre, la SCIC Sud Paris Soleil a mis en place un projet dont l'objectif est d'installer un équipement PV de puissance 100 kWc sur le toit d'une école primaire à Cachan. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

📞 **Flavien Maroote**, chargé de mission à l'EPT
flavien.maroote@grandorlyseinebievre.fr 06 75 35 41 57



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*